

Arrêté préfectoral n° 2021-0443 du 28 avril 2021
prescrivant une enquête publique sur la demande d'autorisation
présentée par la SARL CHAMPS ORNITHOGALE pour l'exploitation du parc éolien
« Saint-Ambroix Est » sur le territoire de la commune de Saint-Ambroix

Le Préfet du Cher
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment le chapitre III du Titre II du Livre I (parties législative et réglementaire) et les sous-sections 2 et 3 de la section 3 du chapitre unique du titre VIII du livre premier ;

Vu la loi n° 2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;

Vu le décret du 27 décembre 2018 du président de la république portant nomination de Mme Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

Vu le décret du 5 février 2020 du président de la république portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-31 du 14 janvier 2021 accordant délégation de signature à Mme Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher, sous-préfète chargée de l'arrondissement de Bourges ;

Vu la décision n° E21000039/45 du président du Tribunal Administratif d'Orléans en date du 26 mars 2021 (reçue le 30 mars 2021) désignant M. Eugène BONNAL, officier supérieur de l'armée de l'air en retraite, en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu la demande déposée le 14 septembre 2020 et complétée le 15 février 2021 par la SARL CHAMPS ORNITHOGALE dont le siège social est sis 3 bis route de Lacourtenourt à Fenouillet (31 150), en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de Saint-Ambroix ;

Vu l'ensemble des pièces, plans et études réglementaires notamment l'étude d'impact et son résumé non technique produits à l'appui de la demande ;

Vu le rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées en date du 17 mars 2021 concernant la demande précitée ;

Vu l'avis n° 2021-3193 en date du 13 avril 2021 émis par la Mission régionale d'autorité environnementale de la région Centre-Val de Loire ;

CONSIDÉRANT que l'activité en cause constitue, au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, une installation classée soumise à autorisation, visée sous la rubrique n° 2980 – 1 : « installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs », comprenant trois aérogénérateurs ;

CONSIDÉRANT que l'autorité environnementale est consultée sur le fondement de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de soumettre la demande de la SARL CHAMPS ORNITHOGALE à l'enquête publique réglementaire ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du département du Cher ;

ARRÊTE

Article 1 - Il sera procédé à une enquête publique concernant la demande présentée par la SARL CHAMPS ORNITHOGALE dont le siège social est sis 3 bis, route de Lacourtenourt à Fenouillet (31 150), en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter le parc éolien « Saint-Ambroix-Est » composé de trois aérogénérateurs.

Article 2 - L'enquête publique sera ouverte du mardi 25 mai 2021 à partir de 9h00 au jeudi 24 juin 2021 jusqu'à 17h00 soit pendant une durée de 31 jours.

Article 3 - Le dossier d'enquête publique sera déposé à la mairie de Saint-Ambroix où le public pourra, pendant cette période, en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie et formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet par le maire de cette commune et paraphé par le commissaire enquêteur ainsi qu'à l'adresse électronique suivante : pref-ep-stambroix@cher.gouv.fr

Le dossier d'enquête publique et les observations du public transmises par voie électronique pourront être consultés sur le site internet des services de l'État dans le Cher (www.cher.gouv.fr). Un poste informatique sera mis à la disposition du public à la mairie de Saint-Ambroix.

Article 4 - M. Eugène BONNAL, officier supérieur de l'armée de l'air en retraite, désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif d'Orléans, se tiendra à la disposition du public à la mairie de Saint-Ambroix :

- mardi 25 mai 2021, de 9h00 à 12h00;
- mardi 1^{er} juin 2021, de 9h00 à 12h00;
- vendredi 4 juin 2021, de 14h00 à 17h00;
- lundi 14 juin 2021, de 9h00 à 12h00;
- jeudi 24 juin 2021, de 14h00 à 17h00.

Des observations, qui seront annexées au registre d'enquête, pourront lui être directement adressées ou déposées à son attention pendant la durée de l'enquête à la mairie de Saint-Ambroix, siège de l'enquête.

Article 5 - Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du préfet du Cher – secrétariat général - service de coordination des politiques publiques – section de coordination des installations classées pour la protection de l'environnement - place Marcel Plaisant – CS 60022 - 18020 Bourges Cedex dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Article 6 - Les informations relatives au projet considéré pourront être obtenues auprès du maître d'ouvrage : SARL CHAMPS ORNITHOGALE – Projet éolien de Saint-Ambroix-Est - M. Quentin MARÉCHAL – Chef de projet - tél. : 05.61.82.08.20 – courriel : parc-eolien@solveo-energie.com

Article 7 - Le dossier de demande d'autorisation soumis à enquête publique a été réalisé par le bureau d'études SOLVÉO ÉNERGIE- M. Jean-Marc MATEOS Y JARA- Président - tél. : 05.61.82.08.20 - courriel : parc-eolien@solveo-energie.com

Article 8 - Le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur. À cet effet, le maire de Saint-Ambroix mettra le registre à la disposition du commissaire enquêteur dès la fin de l'enquête.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, sous huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Ledit responsable disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira un rapport dans lequel il relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables au projet. Il rendra son rapport et ses conclusions motivées au préfet dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête, soit avant le 25 juillet 2021.

Ces documents seront tenus à la disposition du public à la mairie de Saint-Ambroix ainsi qu'à la préfecture du Cher - secrétariat général - service de la coordination des politiques publiques - section de coordination des installations classées pour la protection de l'environnement pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique. Ils seront également consultables pendant cette période sur le site internet des services de l'État dans le Cher.

Article 9 - Un avis portant à la connaissance du public l'ouverture de l'enquête sera affiché quinze jours au moins avant le début de l'enquête (à savoir avant le 10 mai 2021) et pendant toute sa durée :

- à la mairie de Saint-Ambroix commune d'implantation, ainsi qu'aux mairies de Chârost, Saint-Florent-sur-Cher, Civray, Lunery, Mareuil-sur-Arnon, Plou, Primelles, Saugy, Villeneuve-sur-Cher (situées dans le département du Cher), Issoudun, Migny, Saint-Georges-sur-Arnon, Sainte-Lizaigne, Ségry, Chouday, Condé et Saint-Aubin (situées dans le département de l'Indre).

- par le pétitionnaire, sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, suivant les caractéristiques et dimensions de l'affichage fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 susvisé.

Il fera l'objet d'une publication sur le site internet des services de l'État dans le Cher (www.cher.gouv.fr) dans les mêmes conditions de délai et de durée.

Le même avis sera publié par les soins du préfet du Cher et aux frais du responsable du projet dans deux journaux locaux diffusés dans les départements du Cher et de l'Indre quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

Article 10 - Les conseils municipaux de Saint-Ambroix, Chârost, Saint-Florent-sur-Cher, Civray, Lunery, Mareuil-sur-Arnon, Plou, Primelles, Saugy, Villeneuve-sur-Cher, Issoudun, Migny, Saint-Georges-sur-Arnon, Sainte-Lizaigne, Ségry, Chouday, Condé et Saint-Aubin et les conseils communautaires des communautés de communes du Pays d'Issoudun, Champagne Boischauts et Fercher Pays florentais, seront appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès le début de la phase d'enquête publique. Ces avis ne pourront être pris en considération que s'ils sont exprimés, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête, soit le 9 juillet 2021.

Article 11 - A l'issue de la procédure réglementaire, le préfet du Cher prendra un arrêté de refus ou d'autorisation assorti de prescriptions.

Article 12 - La secrétaire générale de la préfecture du Cher, les maires de Saint-Ambroix, Chârost, Saint-Florent-sur-Cher, Civray, Lunery, Mareuil-sur-Arnon, Plou, Primelles, Saugy, Villeneuve-sur-Cher, Issoudun, Migny, Saint-Georges-sur-Arnon, Sainte-Lizaigne, Ségry, Chouday, Condé et Saint-Aubin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'au commissaire enquêteur et au pétitionnaire.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

SIGNÉ

Régine LEDUC